



HAL
open science

Tenir le rôle de Gilet jaune en Belgique : conditions d'un militantisme démocratique transnational

Guillaume Petit

► **To cite this version:**

Guillaume Petit. Tenir le rôle de Gilet jaune en Belgique : conditions d'un militantisme démocratique transnational. *Terrains et Travaux: Revue de Sciences Sociales*, 2022, *Concurrer l'école publique ?*, 41, pp.203-234. 10.3917/tt.041.0203 . hal-03912842

HAL Id: hal-03912842

<https://hal.science/hal-03912842>

Submitted on 11 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Tenir le rôle de Gilet jaune en Belgique : conditions d'un militantisme démocratique transnational

Guillaume Petit

Article paru dans : PETIT Guillaume, « Tenir le rôle de Gilet jaune en Belgique : conditions d'un militantisme démocratique transnational », *Terrains & travaux*, 2022/2 (N° 41), p. 203-234. DOI : 10.3917/tt.041.0203. URL : <https://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2022-2-page-203.htm>

Résumé

Cet article décentre et prolonge la recherche sur le mouvement des Gilets jaunes (GJ) pour s'intéresser à des individus se revendiquant GJ en Belgique. À travers ce cas limite, il analyse les conditions d'une singularité : le déclenchement et le maintien d'un engagement transnational dans un contexte de faible mobilisation nationale. Il se fonde sur une enquête pluri-méthodique, à partir d'observations, suivi en ligne, *focus groups* et entretiens. L'article dégage trois formes d'engagement, désespéré, altruiste et déclassé. Il note comment on devient GJ de ou en Belgique, mais aussi en quoi l'accès aux actes parisiens agit comme un rite d'initiation. À l'échelle des individus, c'est par la performance d'un rôle qu'un militantisme démocratique, post-institutionnel et anti-représentatif, se maintient sur le temps long. Enfin, l'article met en lumière le devenir de symbole politique du GJ comme accessoire individualisé et signifiant, disponible au-delà de son contexte d'origine.

Mots clés : *Gilets jaunes, mouvement social, démocratie, participation, circulation transnationale, cas limite*

Abstract

Being a Yellow Vest in Belgium: Conditions for Transnational Democratic Activism

This paper extends and shifts the focus of research on Yellow Vests (*Gilets jaunes* [GJ]) to individuals who claim to be GJ in Belgium. Based on this borderline case, it analyses the conditions of a singularity: the triggering and the permanence of a transnational engagement in a national context of low-intensity mobilisation. It is based on a multi-methods fieldwork, using observations, online monitoring, focus groups and interviews. The paper identifies three forms of commitment: desperate, altruistic and declassified. It notes how one becomes a GJ from or in Belgium, but also how access to the Parisian acts works as a rite of initiation. At the level of individuals, it is through a role performance that such post-institutional and anti-representation democratic activism is maintained over time. Finally, the paper highlights how the GJ has become a political symbol, that appears to be for individuals an available and a meaningful accessory beyond its original context.

Keywords: *Yellow Vests, Social Movements, Democracy, Participation, Transnational Circulation, Borderline Case*

Guillaume Petit est chercheur postdoctoral (CNRS, GIS Démocratie et Participation) et docteur en science en politique associé au Centre Européen de Sociologie et Science Politique (CESSP). Il a soutenu sa thèse à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en 2017. Il a travaillé comme chercheur postdoctoral à l'Université Catholique de Louvain et la Vrije Universiteit Brussel (EoS-RepResent, FNRS-FWO). Ses travaux portent sur la démocratie, la citoyenneté, l'engagement participatif, les inégalités sociales dans la participation politique et la critique du gouvernement représentatif. Contact : gllmpetit@gmail.com

Le mouvement des Gilets jaunes (GJ) s'est établi dans la durée, en France¹, de 2018 à 2020. En plus de manifestations récurrentes, devenues des actes hebdomadaires, il s'est caractérisé par des occupations localisées de ronds-points (Bernard de Raymond et Bordiec, 2019 ; Challier, 2019 ; Ravelli, 2020a). Il s'est aussi avéré d'une ampleur large en termes de revendications, en cumulant une perspective d'économie morale (Hayat, 2018a), poussée par la contrainte budgétaire (Blavier, 2021), et une mise en cause profonde des structures démocratiques (Hayat, 2018b). Le mouvement a mis en lumière une demande de contrôle démocratique (Bedock *et al.*, 2020) et a constitué une fenêtre d'opportunité pour la promotion du référendum d'initiative citoyenne (RIC). En plus de la présence de militants politiques, syndicaux et associatifs, on y a noté le poids significatif d'individus primo-mobilisés (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019).

Ce mouvement a attiré des démarches de recherche nombreuses, intéressées à saisir l'évènement, puis ses effets de moyen et long termes, jusqu'à préfigurer opportunément un sous-champ interdisciplinaire (Jatteau, 2019 ; Ravelli, 2020b). Malgré ce foisonnement, un aspect est resté peu traité : la diffusion et la réception internationale du GJ. Pour ce faire, le présent article s'appuie sur une enquête menée à Bruxelles, entre l'hiver 2018 et l'automne 2021. Il documente l'existence d'un mouvement GJ dans cet autre contexte national (Beroud *et al.*, 2022), où les structures associatives et syndicales semblent le rendre moins probable (Dufresne, Gobin et Zune, 2019).

Ainsi, l'engagement persistant d'une minorité d'individus qui se revendiquent GJ en Belgique interroge. L'article propose d'analyser les conditions d'une singularité (Hayat, Lyon-Caen et Tarragoni, 2018) : endosser et tenir le rôle de GJ à Bruxelles. Ce cas permet d'interroger les conditions et les raisons de l'émergence et du maintien d'un engagement dans un contexte d'échec de la mobilisation. Cet écart à la norme est relevé par les premiers concernés, comme le résume un GJ à travers une formule amère lors d'une assemblée générale : « *En Belgique, y'a pas de jaune. Quand on est cent sur un pays, on est une erreur statistique.* » (Obs. 8, prise de parole en tribune)².

¹ Le site <https://pleinledos.org/> répertorie 110 actes hebdomadaires du 17/11/2018 au 19/12/2020 (consulté le 30/11/2022).

² Pour la liste des observations, voir Tableau III en annexe.

Photo 1 : Gilets jaunes en Belgique : drapeau, gaufres chaudes



Crédit photo : Guillaume Petit, (Gare de Bruxelles-Nord) 19.01.2019

L'enquête de terrain³ a principalement été menée entre novembre 2018 et décembre 2019 auprès des « Gilets Jaunes Bruxelles – Gele Hesjes Brussel » (1 500 membres), organisés *via* un groupe Facebook éponyme. Les données ont été générées *via* une pluralité de méthodes qualitatives. Des prises de contact lors des manifestations de la fin d'année 2018 à Bruxelles ont permis de recruter les participants à deux groupes de discussion en janvier 2019, avec chacun sept participants en français⁴, puis à un troisième en avril 2019 avec quatre participants

³ Merci à Corinne Gobin (Université libre de Bruxelles [ULB]), pour son soutien et nos échanges suite à notre rencontre sur ce terrain.

⁴ Merci à Louise Knops (Vrije Universiteit Brussel [VUB]), avec qui ces groupes ont été organisés. Ces *focus groups* ont été menés dans le cadre plus large du projet de recherche EoS-RepResent (FNRS-FWO, Grant n° G0F0218N).

en flamand⁵. Ces *focus groups* (groupes de discussion) se sont déroulés durant deux heures et demie, avec trois séquences : leur première occasion de revêtir le GJ ; les principaux problèmes sociaux ; les responsables et les possibles solutions. Les deux premiers groupes ont été composés selon la réponse, positive ou négative, à la question : avez-vous déjà pris part à une manifestation auparavant ? En tendance, le premier groupe réunit des individus plus politisés et des représentants syndicaux, quand le deuxième groupe concentre des primo-mobilisés refusant de se positionner sur l'échelle gauche-droite. L'enquête s'est entièrement déroulée à Bruxelles. Néanmoins beaucoup de personnes rencontrées et interrogées résident en dehors de l'agglomération bruxelloise ; elles en sont souvent proches (Wavre, Braine-l'Alleud, Waterloo), parfois plus éloignées (Gand, La Louvière, Charleroi, Liège, Namur). Au-delà de ces groupes de discussion, treize observations ont été entreprises dans différents types de rassemblements : manifestations, sit-in, rendez-vous convivial. En annexe, le tableau III en résume les dates, lieux, répertoires d'action et nombre de GJ visibles. Cette succession restitue l'évolution de la mobilisation et la variété de ses formes. En prolongement des observations durant l'année 2019, j'ai réalisé trois entretiens semi-directifs approfondis avec cinq individus⁶ : deux primo-mobilisés suite à leur élection comme « représentants » *via* un sondage en ligne en avril 2019 ; un représentant syndical particulièrement actif et reconnu parmi les GJ de Belgique en décembre 2019 ; un primo-mobilisé et sa compagne, qui administre un groupe Facebook (800 membres). Entre 2019 et 2021 j'ai suivi l'activité en ligne d'une quinzaine de profils identifiés comme membres actifs et j'ai rejoint l'ensemble des groupes auxquels j'ai été invité durant. Enfin, trois ans après les débuts de l'enquête, j'ai repris contact avec une partie du groupe, en septembre 2021, en répondant à l'invitation des GJ « Toujours là », qui organisaient une tournée nationale « Un mois, un rond-point ». Dans l'identification des propos rapportés, en plus de leur tranche d'âge, profession et statut dans l'emploi, les personnes sont désignées par leur seul prénom, en concordance avec nos échanges directs. Ces prénoms ont été modifiés pour des pseudonymes de même connotation. Le tableau I en annexe donne davantage d'information sur chaque participant des groupes de discussion : genre, niveau d'éducation, situation familiale, revenu du foyer, positionnement gauche-droite, expérience de la manifestation avant les GJ et possession d'un véhicule.

Cette mobilisation transnationale des GJ se développe dans un rapport fait, tout à la fois, de distance et de proximité, de distinction et d'imitation, par rapport au contexte original. Ainsi, elle constitue un cas limite (Hamidi, 2012 ; Passeron et Revel, 2005) heuristique pour les études sur les GJ (Bendali et Rubert, 2020), pour l'analyse de la circulation transnationale des mouvements sociaux (Agrikoliansky et Dufour, 2009 ; Siméant-Germanos, 2010) et pour la sociologie de l'engagement, à travers les questions de son déclenchement et de son maintien (Fillieule, 2005 ; Klandermans, 2004). Une telle étude permet de restituer des traits fondamentaux, suivant cette logique que l'on serait d'autant plus « GJ », au sens d'une subjectivation (Pleyers et Capitaine, 2016), qu'on le devient et qu'on persiste à l'être dans un contexte moins mobilisateur, ne serait-ce que sur un plan purement numérique.

⁵ Merci à Ramon van der Does (Université catholique de Louvain [UCLouvain]) pour l'animation de ce groupe.

⁶ Pour la liste des entretiens, voir Tableau II en annexe.

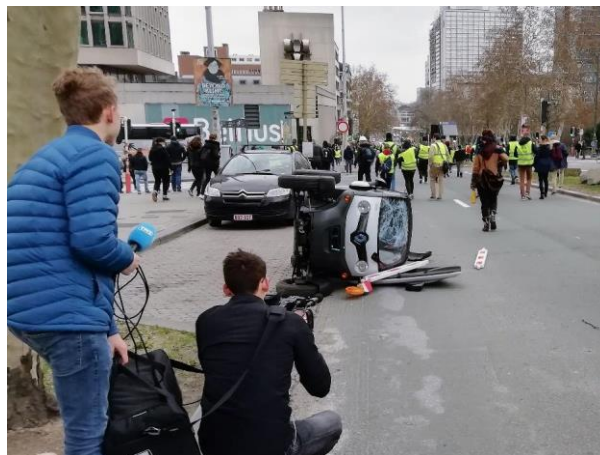
En Belgique – comme en France – des premières manifestations ont lieu fin novembre et début décembre de l'année 2018. Elles y sont beaucoup moins mobilisatrices : on compte environ 5 000 personnes à Bruxelles. Ces manifestations sont gérées sur un mode répressif : barbelées, nasses, canons à eaux, gendarmerie équestre et arrestations préventives. Elles prennent place dans des espaces proches des institutions européennes, où l'aménagement urbain permet un quadrillage aisé, avec un dispositif de maintien de l'ordre disproportionné par rapport à l'ampleur de la mobilisation. Le compte-rendu médiatique de ces manifestations se centre sur les rares débordements.

Photo 2 : Rue de la Loi. Soumission policière de la manifestation.



Crédit photo : Guillaume Petit, (Rue de la loi, Boulevard du Régent) 08.12.2018

Photo 3 : Tour des Finances. Cadrage médiatique de la manifestation.



Crédit photo : Guillaume Petit, (Boulevard du Jardin Botanique) 08.12.2018

Parmi les autres répertoires d'actions mobilisés, en Wallonie, on observe des actions de blocage autoroutier, autour de raffineries (par exemple à Total, Feluy), qui amènent à de violents affrontements. La mobilisation sous ces formes faiblit rapidement : dès la mi-janvier 2019, une manifestation rassemble à peine une centaine d'individus entre la gare du Nord et le rond-point de l'Atomium. En novembre 2019, une manifestation anniversaire se fait sans réel regain, en rassemblant 200 à 300 individus.

Afin de répondre à la question de comment on s'engage durablement dans un mouvement social transnational, alors que la mobilisation locale ne prend pas, je propose une analyse en trois parties. Dans la première, j'expose d'abord des éléments subjectifs de l'attractivité du mouvement des GJ, notamment chez des individus primo-engagés. Je distingue trois formes d'engagement : désespéré, altruiste et déclassé. Au-delà des motivations individuelles, j'évoque dans une deuxième partie la recherche de spécificités de l'engagement comme GJ en Belgique. Je considère ici à la fois les tentatives d'importation et les circulations transnationales des individus. Enfin, j'en viens aux tentatives de faire vivre le mouvement à distance de ces principaux foyers de mobilisation, dont les difficultés marquent l'absence d'espace des mouvements sociaux européen. La persistance du GJ devient ainsi de l'ordre du symbole et du rôle social pour des individus devenus militants de la démocratie par ce biais.

Les fondements de l'attractivité du GJ en Belgique à travers trois formes d'engagement : désespéré, altruiste et déclassé

Les récits recueillis sont saturés d'indications qui soulignent en quoi le mouvement des GJ est arrivé opportunément au croisement d'une disponibilité et d'une disposition (Siméant-Germanos, 2001). Comme dans d'autres formes d'engagement et de participation, on retrouve des trajectoires, de continuité ou de nouveauté, qui signalent des rapports ordinaires ou extraordinaires (Petit, 2014) au fait de s'engager. D'une part, on rencontre des militants actifs qui inscrivent leur participation aux GJ dans une continuité militante, avec une adhésion progressive à leurs enjeux et méthodes. Comme le résume un syndicaliste FGTB⁷ : « *Je me suis intéressé aux GJ parce que d'abord je ne comprenais pas pourquoi ils étaient anti-syndicat [...], maintenant je le soutiens et je veux le faire perdurer.* »⁸ D'autre part, des néophytes, déclarant n'avoir jamais participé à une quelconque manifestation, font part d'une forte défiance vis-à-vis des institutions politiques et des corps intermédiaires. En cela, le mouvement des GJ en Belgique comporte des similarités fortes avec les composantes observées en France (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019). Chez la plupart, anciens ou nouveaux, on trouve un sentiment affinitaire et identitaire, qui amène à une forte identification au mouvement. Lorsque l'engagement est persistant, on est et on devient GJ avant tout ; ce qui, dans le cours du mouvement, diminue la différence entre anciens et nouveaux militants. Au-delà de ces catégories liées à l'expérience militante, les rapports subjectifs à l'engagement comme GJ se rapportent à des trajectoires objectivables à travers les corps et les expériences du monde social, qui peuvent être articulées en trois grandes catégories d'engagement : désespéré, altruiste ou déclassé.

⁷ Fédération générale du travail de Belgique.

⁸ *Focus Group* n° 1 (FG1), Julien, 55-64 ans, Technicien en CDI.

Engagement désespéré, contre un sentiment d'inutilité au monde

Parmi les GJ rencontrés, les mentions d'accidents de vie sont multiples et fréquentes (Gobin, 2022). Une partie se déclare en incapacité de travail ou en arrêt maladie. Sur les sept du deuxième groupe de discussion, deux sont en préretraite et trois sont en incapacité de travail. Leur présence met au centre des échanges ces mises à l'écart subies de la société salariale. Plus largement, ces situations produisent un sentiment de désaffiliation et d'inutilité au monde (Bourdieu, 1993 ; Castel, 1995). Ce désespoir trouve un exutoire *via* l'engagement dans le mouvement GJ, qui est régulièrement ramené à la mise en lumière d'injustices et d'humiliations vécues au quotidien. Il s'agit ici de ne plus subir sa vie.

Mais l'engagement désespéré porte aussi la marque d'un désœuvrement qui implique un rapport négatif à sa propre disponibilité : « *J'ai aucune vie sociale à la base, pas d'ami, pas de famille.* »⁹ Pour contrer ce sentiment, des preuves d'affiliation et de respectabilité sont convoquées. Mais ce rappel est à double tranchant, car en situation il peut redoubler le stigmate pour celles et ceux qui ne peuvent jouer son retournement. En outre, certains GJ affirment aussi le souhait de se distinguer, constatant : « *Au début ça attirait tout le monde. Maintenant c'est plus les cas sociaux et les rebuts. C'est méchant à dire, mais...* »¹⁰. Tout l'enjeu du noyau d'actifs est alors de se distinguer, sans pour autant exclure. Néanmoins, ces détresses sociales peuvent aussi donner à des militants le sentiment d'être dépassés.

– [Commentant son dos de gilet] *J'ai mis mon nom et ma profession, parce qu'on dit que les GJ c'est des branleurs, des A.S. [assistés sociaux], des chômeurs... Donc j'ai une profession, et j'ai un nom aussi, comme ça s'ils veulent taper dessus, ils savent qui c'est [rires].*

– [ton atterré, blasé] *Moi je vais marquer quoi ? Maladie ? C'est quoi ma profession... je suis en maladie moi...* (Obs. 10, discussion entre deux femmes en gilet jaune)

On est pas équipé, on est pas des travailleurs sociaux. Il y a des gens qui sont des cas sociaux, mais vraiment je veux dire. Qui sont SDF ou qui vont le redevenir à la première difficulté... C'est pas leur rendre service que de les laisser s'engager là-dedans. (Obs. 8, discussion avec un militant ouvrier)

L'engagement désespéré au mouvement le fait apparaître comme celui de la dernière chance pour améliorer sa situation personnelle et la situation générale. De tels propos font écho à une image fréquente chez les GJ, « *maintenant ou jamais* », « *la goutte d'eau* » qui fait déborder un vase déjà bien rempli de colères et de frustrations. De tels sentiments sont loin de ne concerner que les personnes hors-emploi, car comme le rappelle bien une enseignante : « *C'est l'enfer ! D'accord, on a un salaire mais ce qu'on vit au jour le jour, c'est vraiment pas drôle, on est en train de se foutre tous la santé en l'air.* »¹¹ Dès lors, face au désespoir de chacun et chacune, doublé d'une perte de croyance dans l'action collective, le mouvement apparaît comme une « *bulle d'air vraiment inespéré* »¹².

⁹ Entretien n° 1 (E1), Cindy, 25-34 ans, Employée en incapacité de travail.

¹⁰ E1, Seb, 35-44 ans, Indépendant.

¹¹ FG2, Isabelle, 45-54 ans, Enseignante en incapacité de travail.

¹² FG1, Jérémy, 35-44 ans, Artiste en CDD.

Engagement altruiste, au nom de celles et ceux qui ne peuvent pas ou plus

Un autre registre, l'engagement altruiste, caractérise beaucoup l'attrait pour le mouvement des GJ. Cette disposition est d'ailleurs renforcée par l'engagement désespéré.

Quand t'as une vie de merde comme la mienne [...]. Quand tu vois un mouvement comme ça, solidaire, l'entraide, l'amour qui y avait entre ces GJ [...] qui ne connaissaient même pas mais qui les logeaient pour deux trois jours parce qu'il y avait une manifestation, moi j'ai trouvé ça magnifique et donc c'est ça qui m'a... (FG2, Cindy, 25-34 ans, Employée en incapacité de travail)

Cette deuxième forme de l'engagement comme GJ marque la volonté de s'engager non pas seulement pour soi, mais aussi pour les autres, notamment pour celles et ceux qui ne peuvent plus. Ainsi, ce motif permet à d'autres catégories sociales, même celles pour lesquelles « *ça va (encore)* », de s'engager. Ce fait est régulièrement rappelé et exemplifié dans nos échanges, ici avec Julie fille de commerçants ou Aurore infirmière libérale.

J'ai un grand cœur, j'ai toujours aidé les autres, je suis pas issue d'une famille pauvre. Ma maman a les moyens ; on est commerçants. Donc c'est pas pour moi que je fais ça ; je le fais pour tous ceux qui savent pas se lever, qui savent pas se défendre ; qui savent plus. (FG2, Julie, 35-44 ans, Serveuse en CDI)

Je vois mes patients, une carrière de 40-50 ans, et au final la pension c'est des clopinettes, ils doivent choisir entre se nourrir se soigner. Au départ je me suis investie là-dedans pour les autres, pour mes patients. J'y allais en tant que représentante de mes patients... [...] Mon mari comprend pas pourquoi je m'investis... Nous on vit bien... Mais c'est pas certain que ça dure. Il m'a pas suivi, il me laisse faire, il me freine un peu pour pas y aller tous les week-ends. » (Appel téléphonique, Aurore, 25-34 ans, Infirmière libérale)

Le fait de pouvoir s'affirmer comme s'engageant pour les autres permet aussi de faire parler une imaginaire majorité silencieuse. L'engagement altruiste vient donc supporter des engagements par procuration, dans la mesure où il procure un sentiment de représentativité aux GJ dans un contexte de faible mobilisation, voire leur permet même de se justifier face à des proches qui questionnent leur lien au mouvement. Leur réponse anticipe la possibilité illustrée par la troisième forme identifiée : l'engagement déclassé.

Engagement déclassé, comme prise de pli durable

L'engagement dans les GJ ressort aussi d'un sentiment de mise en péril de son statut social. On le voit à travers la fréquence du renvoi à la figure édifiante du travailleur pauvre, qui porte la marque de la crainte du déclassement. Ainsi, il est fréquent parmi les GJ, notamment primo-mobilisés, de mettre en avant une contrainte de plus en plus resserrée sur leur niveau de vie. Ces discussions animent beaucoup le deuxième groupe de discussion, parfois de façon abstraite et prospective. Néanmoins, plusieurs cas sont emblématiques d'un déclassement réel. Le plus saillant est celui d'un directeur commercial récemment au chômage, qui va devenir parmi les plus engagés du groupe. Il rapporte son parcours comme ancien « *jeune cadre dynamique* » dans le secteur bancaire et raconte comment le fait d'être passé de « *l'autre côté* », puis d'être « *lâché comme une merde* », a agi comme un révélateur.

Son témoignage illustre l'incorporation d'une disposition, qu'il nomme « *angle GJ* ». Il se compare à des proches dans une situation similaire qui n'ont pas connu un tel « *accident de parcours* ». On voit bien ici en quoi une succession d'épreuves, jusqu'à celle de l'engagement

dans le mouvement, livre une certaine vision du monde, qui vient se renforcer *a posteriori*. Il partage son analyse lors d'un pique-nique au parc :

C'est une belle expérience... Quand tu baignes dans les multinationales [...]. Et donc tu t'aperçois, sous un angle qu'un peu maintenant on identifie comme « GJ », de la cruauté de ce système, qui te dit marche ou crève. [...] Quand tu vis ça, tu finis à un moment par te dire que c'est fini... [...], des gens qui ne sont pas convaincus, c'est souvent des gens qui n'ont pas eu d'accidents de parcours... [...] J'ai un ami comme ça qui est cinq ou six ans plus jeune que moi, moi je me vois il y a cinq ans, jeune cadre dynamique machin, et lui est dans cette situation aujourd'hui. Donc il vote droite libérale, il bosse à la banque... Il me dit « Oui mais c'est des conneries les GJ », je lui dis, « Ok il y a cinq ans je réfléchissais comme toi... Le jour où tu vas être invité dans une salle avec ton patron qui va te traiter comme de la merde... Là tu vas ouvrir les yeux. » (Obs. 9, discussion avec un participant d'un groupe de discussion)

Il finit tout de même par retrouver un emploi quelques mois plus tard. Il partage sa confession gênée mais assumée sur sa page auprès de ses « *nouveaux amis* », marquant la relative durabilité et transférabilité de la disposition à voir le monde « *comme un GJ* » et sa volonté de tenir ce rôle au-delà de son contexte d'appropriation.

Mes amis Gilets Jaunes. Je suis sûrement le seul gilet de la planète à exercer le métier de banquier... [...] Dégoûté, j'avais rêvé de ne plus jamais à avoir à y travailler. Mais, sous la pression de Actiris et ONEM [ndr : Office national de l'emploi ; équivalent de Pôle emploi], j'ai accepté... Si vous me croisez en costume-cravate, ne pensez pas que j'ai joué une comédie en mettant le GJ ou que j'ai retourné ma veste. Je suis anticapitaliste et le reste. Ce job, c'est pour manger, jusqu'à la révolution !

Ainsi, l'engagement déclassé a un effet d'autant plus politisant, qu'il advient en terrain favorable (Mathieu, 2010), ici la rancœur vis-à-vis d'un système faussement intégrateur. Ce GJ confie en quoi l'expérience a été un déclencheur singulier. Du fait des spécificités de son parcours, il s'avère donc un cas exemplaire. Il s'est vu saisi par la situation, jusqu'à y ajuster ses propres dispositions, et il devient ensuite un de celles et ceux dont l'engagement est le plus persistant. Cet effet d'un déclassement effectif est donc ici d'autant plus tangible, que lorsqu'il ne relève que d'une crainte quant à l'avenir.

S'affirmer GJ en Belgique : particularismes institutionnels et tourisme de lutte

Les formes d'engagement ne caractérisent pas spécifiquement le cas belge par rapport au cas français. Au contraire, nous y retrouvons des propos qui font écho et qui marquent le caractère transnational de la mobilisation, avec des populations proches qui s'affrontent aux mêmes enjeux. Mais les GJ de Belgique ont aussi à cœur de s'affirmer par rapport au contexte original, afin de trouver leur voie propre, tandis que leur mobilisation se fait dans un contexte bien moins mobilisateur. Ici, l'étude d'un cas limite vaut au-delà des motivations individuelles pour rendre compte des difficiles conditions de l'engagement, alors que la mobilisation est de faible ampleur, que les défections s'avèrent nombreuses et sont relativement plus visibles.

Se comparer et se situer : GJ de Belgique ou en Belgique

En tant que GJ mobilisés en Belgique, la comparaison avec la France est aussi fréquente qu'inévitable. Le mouvement peut ainsi être décrit, voire décrié, comme un pur produit d'importation. C'est cet argument que les militants utilisent pour expliquer la non-appropriation du symbole côté flamand. C'est pourquoi une partie des GJ souhaitent plutôt

reconstruire « leur » propre mouvement, notamment celles et ceux qui y trouvent une voie d'affirmation d'un nationalisme belge, qui a peu de débouchés dans un champ politique peu unifié au niveau fédéral. Ainsi, le drapeau belge figure en bonne place dans les manifestations, rassemblements et visuels des GJ de Belgique comme moyen de reconnaissance et d'affirmation (Knops et Petit, 2022). De la même façon, celles et ceux qui se considèrent plutôt comme GJ « de » Belgique peuvent regretter l'absence de revendications propres au mouvement belge, voire une apparente difficulté à les adapter. Ainsi, même pour des revendications centrales, comme le RIC, les argumentaires sont décriés comme trop peu adaptés au contexte institutionnel belge.

Personnellement je me considère comme un nationaliste belge, sans la mauvaise connotation du racisme, parce que quand on dit nationaliste... Mais voilà, j'aimerais bien que mon pays soit le mieux. J'ai habité en Wallonie, j'ai habité en Flandre, j'ai habité à Bruxelles.

– Et ça, nationaliste belge, il y a un... parti ? Qui correspond au mieux à ça ?

– Non c'est pas une idée très populaire [rires].

[...] Il y a plein de Belges qui n'ont même pas de slogan belge, quand ils sont en manif ils vont crier ici : « Macron démission »... Non mais tu rigoles, mais c'est vrai, ils ont que ça quasiment ! On a pas de slogans belges... [...] Moi je trouve que les Belges c'est même un mouvement beaucoup moins... beaucoup plus malsain qu'en France... Parce qu'en France ils le vivent... Ici c'est quelque chose vers lequel ils aspirent... [...] Pour moi le gros problème qu'on a, c'est la Belgique en elle-même... qui préfère regarder sur RTL ce qui se passe en France... Il y a plus de Belges qui savent dire comment introduire le RIC en France qu'en Belgique... Donc c'est cet espèce d'effet « colonie »... Moi quand je parle à des Flamands, ils me disent : « Mais c'est un mouvement étranger, les GJ. Qu'est ce tu viens revendiquer en Belgique avec ton GJ ? » (E1, Seb, 35-44 ans, Indépendant)

Une solution simple est de rappeler que les mêmes problèmes appellent à une même solution, que ce soit en France, en Belgique ou en Europe... Il s'agit alors d'être GJ « en » Belgique dans une perspective transnationale et de rappeler l'arbitraire des frontières nationales. À ce titre, la mobilisation de GJ en Belgique, par son défaut d'amplitude, permet de souligner le décalage entre des politiques publiques économiques européennes et l'absence de mouvement social européen qui rend ces décisions plus difficilement contestables (Bourdieu, 2001).

Photo 4 : Le futur c'est l'Europe, ultimes opportunités, Police.



Crédit photo : Guillaume Petit, (Bruxelles-Schuman) 08.12.2018

D'ailleurs, selon leur propre histoire individuelle, les GJ de Belgique notent bien que leur proximité personnelle à la France est une explication claire de leur attention au mouvement.

*En même temps, la politique qu'on a en Belgique c'est aussi un produit importé de la France, qui est elle-même un produit importé d'Europe, donc... (FG1, Jérémy, 35-44 ans, Artiste en CDD)
Je suis belge [...], Mais pour le même prix en fonction de l'histoire familiale j'aurais pu être allemand, français, luxembourgeois... Il se fait que ce mouvement, pour plein de raisons, est né en France et moi je suis belge, mais je m'inscris tout à fait là-dedans [...] ; nous vivons partout plus ou moins sous le même système... (E2, Stéphane, 45-54 ans, Ouvrier logistique)*

C'est donc davantage ici du cadre national revisité et transposé qu'une réelle mobilisation transnationale se fait jour. La mise en réseau par les groupes en ligne donne une illusion d'internationalisme, mais qui n'en est qu'un versant spectaculaire, sans réelles appropriations en dehors de la proximité directe de l'espace francophone¹³. Ainsi, il est rapporté l'existence de « *groupes de GJ internationaux* », comme pour défendre le fait qu'il n'y a pas qu'en Belgique qu'on « *copie* » les GJ. Mais il s'agit surtout d'initiatives individuelles en ligne qui se rapportent exclusivement au contexte français pour exprimer un soutien, mais sans relever d'appropriations localisées comme les GJ belges les plus engagés.

Spécificités belges : similarités socio-économiques, différences institutionnelles

La recherche d'une originalité du mouvement GJ belge se fait dans l'idée que l'imitation est contre-productive car inadapté au contexte institutionnel. La preuve en est avec ces Français qui vivent à Bruxelles et qui « *ne comprennent pas grand-chose* », ni « *la confrontation communautaire* », ni « *le système de coalition* », voire ni même le « *système de vote* », pour mentionner les éléments cités dans les deux groupes de discussion. Dans ces échanges entre GJ belges, on observe de fréquents et intenses moments de discussion autour de ces spécificités électorales. Le système de vote est fréquemment jugé injuste et confiscatoire. Il est notable qu'il est fréquent que les GJ s'abstiennent, ce qui correspond à un comportement très minoritaire dans ce système de vote obligatoire. Une bonne part d'entre eux déclarent d'ailleurs le faire dans l'espoir d'obtenir une tribune, *via* une convocation. Mais cela se fait souvent en vain, car l'abstention reste résiduelle et les sanctions ne semblent jamais appliquées.

Le rejet de la classe politique est unanime et les microrésistances à son endroit sont saluées et discutées. Un GJ partage ainsi fièrement sa lettre de refus adressée aux autorités communales qui le convoquaient après tirage pour être assesseur. Dans la même veine, les participants à un des groupes de discussion prennent un temps conséquent pour calculer le meilleur moyen pour que leur vote, obligé (par la loi) et confisqué (par le système de coalition), ne soit pas comptabilisé. Leur stratégie est subtile : voter effectivement, *via* la machine électronique et le QR code, puis faire annuler son vote, plutôt que de simplement voter blanc.

Ces considérations électoralistes sont loin des revendications participatives des GJ, mais elles marquent bien des spécificités par rapport au contexte belge. Il en ressort une analyse différenciant les conditions sociales et les institutions politico-administratives. Puisque le contexte social et économique est similaire à la France – « *c'est la même merde* » –, la recherche de spécificités belges se concentre sur des aspects institutionnels. Sur les pancartes

¹³ Il pourrait donc être intéressant de transposer l'analyse en Suisse francophone, où quelques articles de presse laissent entendre une situation aux ressorts similaires, mais d'encore moindre ampleur qu'en Belgique, dans un contexte social et institutionnel décrit comme la rendant encore plus improbable.

des GJ belges, il est ainsi fréquent de trouver des dénonciations de la « partitocratie » plutôt que de la « monarchie présidentielle » à la française. Mais, à ce propos, les militants belges voient une des raisons d'une moindre mobilisation en Belgique : « *il manque une tête à couper* ». Les provocations et les petites phrases du Président de la V^e République française sont à l'inverse vues comme des catalyseurs du mouvement : « *tête de turc* », « *insupportable* », « *les pieds dedans* », « *n'en rate pas une* », parmi d'autres formules échangées autour de la table lors du premier groupe de discussions entre militants.

Un tourisme de lutte pour devenir un GJ en « acte »

Par ailleurs, les GJ en Belgique arguent que c'est aussi aux Français de monter plutôt qu'à eux de descendre, du fait de la présence des institutions européennes. En mai 2019, une invitation Facebook annonce « L'Europe entière monte à Bruxelles ». Dans les faits, on compte 150 à 250 personnes sur place, rapidement empêchées par le dispositif policier. Comme déjà argumenté, le cas des GJ de Belgique souligne donc bien le poids du cadre national dans les mouvements sociaux (Sommier, 2010), d'autant plus quand le caractère transnational ne fait pas fi d'une forte proximité linguistique et culturelle.

Face à cette difficile transposition, une partie des GJ en Belgique font vivre un internationalisme concret en s'engageant dans des virées régulières à Lille ou à Paris. Ils y recherchent avant tout l'ambiance de la mobilisation collective, voire le contexte insurrectionnel. Ce sont les images observées *via* les médias ou les réseaux sociaux qui attirent. Les virées peuvent même être suivies à distance sur les réseaux sociaux. Pour celles et ceux qui y prennent part, se rendre en France constitue un moyen d'achever pleinement leur prise de rôle. Il s'organise un tourisme de luttes, avec une organisation : covoiturage et synchronisation *via* des messageries instantanées. Mais ces virées amènent aussi à dépeupler le mouvement en Belgique. Ainsi, cela peut sembler un peu vain à celles et ceux qui essaient de faire exister une mobilisation locale plus concrète à leurs yeux.

Le tourisme de lutte peut ainsi être décrit péjorativement, pour l'assimiler à un comportement des plus jeunes qui veulent « *jouer aux black blocs* » à « *Disneyland* » et « *avoir leur chance d'être à la télé* », comme le disent des critiques à ce sujet. Cet effet est aussi repérable sur les réseaux sociaux, où les photos de profils encagoulés en noir ou escortés par des policiers deviennent des titres de gloire et figurent parmi les contributions les plus aimées et les plus commentées de ces individus. Ainsi, le maintien dans un engagement devenu sa propre fin passe plus largement par un sentiment d'identification sociale.

Oui... J'ai des moments de coup de blues quand je vois qu'on est cinquante à Bruxelles. Ils sont dix mille à Paris [sourir]. Parfois c'est un coup de blues quand même. (FG1, Antoine, 45-54 ans, Employé secteur assurance en CDI)

J'ai un problème avec ces gens qui vont systématiquement tous les samedis à Lille, à Paris... Ils disent : « Oui, mais en Belgique il se passe rien. » « Mais vous êtes 150 à partir en France et du coup en Belgique on est 4 ! » Je pense que ce sont des gens qui sont tellement en colère qu'ils ont envie d'avoir de la confrontation. (Obs. 8, discussion à la pause en assemblée générale)

Ainsi, le maintien dans un engagement passe plus largement par un sentiment d'identification au mouvement que permet le rite de passage de la participation à un « acte » parisien. De fait, ce phénomène nourrit un paradoxe. La circulation internationale est nécessaire à la prise de

rôle individuelle, pour se vivre effectivement soi-même en tant que GJ, mais empêche dans le même temps une mobilisation collective transnationale.

Rester GJ en Belgique : tentatives collectives et persistances individuelles

Un des enjeux des GJ qui persistent dans leur rôle est donc de maintenir *a minima* l'engagement collectif, en l'absence d'un contexte rassembleur. Face à cet état, une stratégie va de fait s'imposer : se greffer à des mobilisations existantes pour rendre visible les GJ et faire exister sa déclinaison belge. C'est le sens localement prêté au slogan GJ « On est là ! ». Néanmoins cette stratégie va vite décliner et s'avérer contre-productive ; d'abord dans le contexte de la pandémie de Covid-19, puis au sein de rassemblements où les revendications GJ deviennent inaudibles. Dès lors, les raisons de rester GJ se logent à une échelle individuelle et dans une forme de protagonisme.

La convergence des luttes opérationnalisée en stratégie du coucou

Les GJ de Belgique veulent affirmer leurs revendications. Leur programme compte cinq thématiques : justice, fiscalité, environnement, santé et démocratie. Celui-ci applique une perspective morale à ces secteurs d'action publique qu'il s'agit de rendre acceptables, justes et équilibrés, sans forcément en préciser les contours ou les modalités. Le trait d'union de cet ensemble est le RIC qui sert à rendre le pouvoir aux citoyens. Il a aussi l'avantage tactique de remettre à demain la résolution des clivages, articulé à l'idée d'un peuple indivisé face à l'élite. La référence fréquente au RIC et au tirage au sort permet ainsi de ne pas tenir compte des divisions et des rapports de domination internes à la catégorie « peuple ».

Cette déclinaison programmatique générale par thématique s'incarne visuellement dans une bannière qu'ils ont faite réaliser sur une bâche et que les GJ déploient pour occuper visuellement différents terrains. Ainsi, les GJ œuvrent à une convergence des luttes par une stratégie du coucou : aller soutenir des mobilisations pour faire connaître et exister les GJ belges, comme par exemple devant les locaux de la télévision ou de la radio nationale, dans une manifestation pour le climat ou devant un hôpital lors d'un rassemblement avec les blouses blanches de la santé en lutte.

Sur la photographie 5, les blouses blanches s'engagent par exemple dans un sit-in figurant l'enterrement de l'hôpital public. Le porte-parole des GJ les rejoint dans cette représentation, en remettant une blouse jaune, symbole de la convergence, et en interprétant un discours incantatoire sur l'hôpital public. Sur la photographie 6, on assiste à un autre rassemblement avec des activistes contre les accords de libre-échange transatlantiques. La journée consiste en un rassemblement face aux bâtiments de la commission européenne. Une banderole « *social and climate justice* », bigarrée de jaune et de vert, est érigée. Le rassemblement GJ se fait avec des producteurs agricoles mobilisés par un militant gantois expérimenté. Dans les faits, les GJ restent beaucoup autour du barbecue qu'ils ont organisé et se mélangent peu aux autres militants, qui maintiennent de l'autre côté l'assemblée citoyenne qu'ils ont prévue.

Photo 5 : « Faire coucou » : happening blouses blanches et gilets jaunes



Crédit photo : Guillaume Petit, (CHU Saint-Pierre, UMC Sint-Pieter) 09.07.2019

Photo 6 : Faire « coucou » : barbecue x assemblée citoyenne, fermiers et gilets jaunes



Crédit photo : Guillaume Petit, (Bruxelles Schuman, Commission Européenne) 20.06.2019

Les tentatives de convergence sont donc inégalement heureuses, notamment lorsqu'elles cherchent à faire exister le slogan des « gilets jaune et vert », « fin du mois et fin du monde ». Les exemples de difficultés à ce propos sont fréquemment rapportés. Le principal se produit lors d'une marche pour le climat au printemps 2019 : les GJ grisés par l'évènement, tenteront une occupation d'un bâtiment, mais ils sont abandonnés par les militants d'une ONG écologiste

lors de l'arrivée de la police et les seuls à être arrêtés. La presse titre « Marche pour le climat : aucun incident hormis un blocage des gilets jaunes »¹⁴. De tels événements se répètent et nourrissent la critique des « climateux de merde », que certains GJ honnissent d'autant plus qu'ils les considèrent comme *mainstream*, bien vus des pouvoirs publics et des médias. De fait ils semblent assimiler les « jeunes climats » avec les « écolos », le parti politique, l'un étant une sorte d'antichambre de l'autre. La détestation de la scène politicienne amène ainsi à ne pas nécessairement apprécier les possibles mobilisations communes. Pourtant, d'autres formes de mobilisation, par exemple celles promues par Extinction Rébellion, sont davantage appréciées. Il se joue ici une distinction de classe, entre différentes mobilisations, mais de façon ambivalente et non systématique. Ainsi, la convergence des luttes est critiquée par celles et ceux qui se veulent « uniquement jaunes », et elle est rendue difficile par des affinités limitées entre des individus aux trajectoires sociales éloignées. Elle devient un *running gag* que les nouveaux engagés investissent fréquemment, pour se moquer de la volonté de rejoindre toutes les mobilisations, même celles qu'ils jugent futiles.

La convergence au risque de la confusion et de la dilution

À partir de la pandémie de Covid-19, la stratégie du coucou ne fonctionne plus, voire mène à une certaine confusion. Par exemple des GJ veulent s'engager dans les mobilisations pour la liberté et contre le passe sanitaire, l'obligation vaccinale ou le vaccin. À l'automne 2021, des groupes de GJ se mêlent à des rassemblements « liberté/vrijheit » dans le quartier européen. Le « jaune » est littéralement dilué dans ces manifestations composites, qui mélangent appels progressistes, réactionnaires et complotistes.

L'idée des GJ qui persistent est de faire feu de tout bois, d'autant que les mots d'ordre anti-sécuritaire sont tout à fait en phase avec leur engagement pro-démocratique ; dès lors il suffirait de fermer les yeux sur le reste. Revenir sur le terrain avec les groupes de GJ à cette époque donne une claire impression de contamination : le Covid, le vaccin, le complot. Il devient impossible de développer un argument sans que la conversation soit ramenée de façon obsessionnelle à ces points. Pour certains les débats en deviennent lassants.

Moi j'en ai un peu marre que ça prenne le pas sur tout. Moi je suis pas GJ pour ça. GJ c'est pour le social [...] ; là je suis encore choqué de certains qui ne voulaient plus me voir parce que ma compagne s'est vaccinée. Même pas moi, elle ! (Obs. 13, discussion avec Manuel, GJ de gauche radicale)

Je suis contre cette guerre vax/antivax qui pullule sur Facebook. Ayant créé ce groupe et étant GJ pour se battre contre la pauvreté qui ne fait que s'accroître. Je n'approuve que très peu de publications ayant attiré au Covid qui bien souvent sont publiées sans réelles sources... Je m'en excuse d'avance mais très peu sont validées. (Message d'un admin d'un groupe Facebook, début septembre 2021)

Ces difficultés mettent à l'épreuve les convictions des GJ, qui passent du constat du manque de démocratie du système représentatif à l'impossibilité de la prise de décision collective ; « On

¹⁴ Agence Belga, RTL Info, publié le 27/01/2019 : <https://www.rtl.be/info/magazine/science-nature/marche-pour-le-climat-aucun-incident-hormis-un-blocage-des-gilets-jaunes-a-hauteur-de-l-ambassade-americaine-1095386.aspx> (consulté le 02/12/2022)

veut une démocratie, on veut un RIC et entre nous on y arrive déjà pas » est une remarque fréquente en ce sens. Ainsi, le mouvement ne reprend jamais vraiment, mais les liens interpersonnels demeurent et soutiennent un engagement sous une forme conviviale et amicale. La convivialité retrouvée devient ainsi un des principaux vecteurs de la persistance de l'engagement.

Prise de rôle et composition d'un personnage

Demeurer GJ suppose une forme de performance de rôle, voire de composition d'un personnage. L'attractivité des activités et les motivations à se rendre disponibles déclinent avec le temps pour celles et ceux qui ne parviennent pas à se construire un rôle social de GJ identifié au sein du mouvement, et à maintenir une forme individualisée d'engagement par la prise de rôle et la personnification à travers un protagonisme¹⁵. Ainsi, être GJ suppose un sentiment d'identification qui, s'il peut être assez immédiat (dès les groupes discussions de janvier 2019, les participants disent avoir « *attendu depuis toujours* » ou « *qu'être GJ, c'est juste confirmer qui je suis* »), ne se prolonge que sous certaines conditions en situation.

Un syndicaliste FGTB résume cet aspect identitaire en se présentant en manifestation : « *Moi c'est Barbe Jaune. Mais ça, ça fait que 7 mois, avant pendant 50 ans, c'était Stéphane.* » (E2, Stéphane, 45-54 ans, Ouvrier logistique). Le surnom lui vient de sa longue barbe et il est employé par de nombreuses personnes qui l'interpellent en manifestation. Il est visible à quel point il prend plaisir à incarner ce rôle, à déclamer un discours, à se faire appeler et reconnaître par des inconnus. Il est une figure sympathique, hyperactive et appréciée. Un primo-engagé confie son admiration pour Barbe Jaune, arborant lui-même par la suite une forte barbe, contre l'avis de sa mère qui commente régulièrement négativement ses photos en ligne à ce propos. Plus tard, il se crée un personnage de « Prof. Démocratie », distribuant des flyers et réalisant des vidéos lors des rassemblements.

On observe ainsi ponctuellement une tendance à s'auto-incarner dans une performance sur la scène GJ, qui est facilitée par la possibilité de créer un nouveau profil en ligne. Il est d'ailleurs relativement fréquent que des individus finissent par avoir un avatar GJ, distinct de leur état civil. Plus largement, des effets d'incorporation d'un rôle social se notent de façon plus subtile. Par exemple en ayant des chaussures « *pour la vie civile* » et des chaussures usées « *pour les GJ* », ou en acquérant le « matériel » (de protection) désormais nécessaire à l'exercice du droit de manifester. L'activité GJ finit ainsi par s'incruster dans le quotidien des individus.

Être ou ne pas être GJ devient ainsi une qualité individuelle. En septembre 2021, lors d'une nouvelle tournée, les organisateurs de la manifestation distribuent des QCM aux rares nouveaux arrivants afin de les convaincre que, oui, ils et elles sont GJ : « Vrai ou Faux » sur quelques thèmes, quelques réponses positives suffisant à gagner la qualité de GJ ; cela se fait en écho à l'idée présente dès le début que, dans le fond, tout le monde l'est, par le symbole, et

¹⁵ Voir la communication de F. Buton, E. Reungeat et C. Jouhannau, « L'entrée en politique de citoyens ordinaires : portraits de Gilets jaunes en protagonistes », lors du huitième congrès de l'Association belge francophone de science politique (ABSP) et du neuvième Congrès des associations francophones de sciences politiques (CoSPoF), à l'Université libre de Bruxelles, du 7 au 9 avril 2021.

que « *beaucoup de Belges sont GJ mais ne le savent pas encore* », comme le résume un dos de gilet. Bref, les gens ne sont pas GJ, mais ils « *devraient* » l'être. Le GJ trouve ici son débouché ultime de référent symbolique, voire d'accessoire, disponible dans la composition d'un rôle de militant démocratique hors des structures instituées, partisans, syndicales ou associatives.

Photo 7 : « Nous sommes tous gilets jaunes mais tous ne le savent pas encore. »



Crédit photo : Guillaume Petit, (Terrasse de café, Boulevard de Waterloo) 09.07.2019

Pour moi le GJ n'est jamais qu'un symbole. [...] Il y a une masse énorme de gens qui en fait son GJ là [dans le cœur], mais qui portent pas le symbole. (FG1, Ismaël, 35-44 ans, Directeur commercial au chômage)

Moi je suis GJ toujours, je suis GJ... Et si y'a pas de GJ et qu'un jour il y aura autre chose et bien je serai autre chose. [...] Maintenant que je suis sorti, je l'aurais difficile à rester chez moi. (E3, Régis, technicien en incapacité de travail)

Photo 8 : « "ça c'est mon fils", RIC, The New Generation »



Crédit photo : Guillaume Petit, (Barbecue GJ, Rue de la loi) 20.06.2019

Ces GJ jusqu'au-boutistes insistent bien sur la portée de sortie de l'anonymat, de la solitude et de l'impuissance que recouvre le maintien de leur engagement au-delà des premières manifestations. Ici, on perçoit les effets d'*empowerment* individuels, rares mais réels, avant d'envisager à plus long terme des effets de socialisation et de transmission (Photo 8). Ainsi, il s'opère une reconnaissance symbolique qui est un support essentiel d'un engagement singulier.

Le gilet jaune : de la performance de rôle au symbole politique

En conclusion, il est notable que les revendications démocratiques deviennent de plus en plus centrales dans le maintien de l'engagement. Rester GJ, c'est devenir un militant de la « vraie » démocratie. Les GJ qui demeurent GJ le font en se présentant comme des militants pro-démocratiques, critiques de la représentation politique. Les engagements plus durables dans un

contexte de faible mobilisation s'accordent ainsi sur une posture post-institutionnelle (Le Bart, 2020) et anti-représentative (Hayat, 2022).

En Belgique dès le départ ou en France par la suite, la faiblesse quantitative ne signe pas la fin des GJ. Au contraire, elle contribue à la formation de groupes consolidés, ayant tissé une forte interconnaissance et des relations durables. La polysémie du symbole GJ rend possible la greffe de significations et de revendications variées. Le RIC est le plus petit dénominateur commun qui permet l'entente provisoire. Le cas belge permet de faire un pas de côté et de découvrir le probable devenir symbolique du GJ, dans un contexte où il est dès le départ confiné à ce registre.

Ainsi le mouvement fonctionne comme instance de socialisation politique sensible au redéploiement de dispositions acquises. La participation au mouvement invite les individus à dépasser les situations individuelles pour dénoncer des injustices collectives communes, « face au mépris social » (Paugam, 2019) et dans un « régime d'inégalités multiples » (Dubet, 2019). En documentant l'existence de GJ hors des frontières françaises, on voit un intérêt à s'intéresser à des cas limites dans l'étude des mouvements sociaux. Dans cette mobilisation d'individus, le symbole du GJ fonctionne comme un point de ralliement qui s'inscrit durablement dans un univers de référence transnational. Cette extension préfigure une utilisation parcellaire et parsemée du GJ, et son maintien comme signe identifié et rassembleur dans l'espace des mouvements sociaux. On observe ainsi comment des GJ se retrouvent et se comptent dans d'autres mobilisations, et comment, malgré le risque d'une certaine confusion et dilution, ce vêtement devient durablement un symbole identifié de revendication d'une démocratie réelle, prenant en compte les intérêts des classes populaires. Par conséquent, à l'acquisition d'une disposition singulière pour des individus, correspond la consolidation d'un symbole politique.

Références

Agrikoliansky É., Dufour P., 2009. Les frontières des mouvements sociaux. Les mouvements sociaux aux frontières, *Politique et Sociétés*, 28 (1), 3-11, <https://doi.org/10.7202/001722ar>.

Bedock C., Bonin L., Liochon P., Schnatterer T., 2020. Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes, *Participations*, 28 (2), 221-246, <https://doi.org/10.3917/parti.028.0221>.

Bendali Z., Rubert A., 2020. Les sciences sociales en gilet jaune. Deux ans d'enquêtes sur un mouvement inédit, *Politix*, 132 (4), 177-215, <https://doi.org/10.3917/pox.132.0177>.

Béroud S., Dufresne A., Gobin C., Zune M. (dir.), 2022. *Sur le terrain avec les gilets jaunes. Approche interdisciplinaire du mouvement en France et en Belgique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.

Bernard de Raymond A., Bordiec S., 2019. Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques, *Métropolitiques*, 14 octobre 2019, <https://metropolitiques.eu/Tenir-les-Gilets-jaunes-mouvement-d-occupation-de-places-publiques.html> (consulté le 29/11/2022).

Blavier P., 2021. *Gilets jaunes, la révolte des budgets contraints*, Paris, PUF.

Bourdieu P. (dir.), 1993. *La misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil.

- Bourdieu P.**, 2001. *Contre-feux. 2, pour un mouvement social européen*, Paris, Raisons d’agir éditions.
- Castel R.**, 1995. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- Challier R.**, 2019. Rencontres aux ronds-points. La mobilisation des gilets jaunes dans un bourg rural de Lorraine, *La Vie des idées*, 19 février 2019, <https://laviedesidees.fr/Rencontres-aux-ronds-points.html> (consulté le 29/11/2022).
- Collectif d’enquête sur les Gilets jaunes**, 2019. Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes, *Revue française de science politique*, 69 (5-6), 869-892, <https://doi.org/10.3917/rfsp.695.0869>.
- Dubet F.**, 2019. La transformation des colères en politiques est-elle possible ?, in « *Gilets jaunes* » : *hypothèses sur un mouvement*, Paris, La Découverte (AOC cahier 1), 43-52.
- Dufresne A., Gobin C., Zune M.**, 2019. Le mouvement des gilets jaunes en Belgique. Une contestation largement atypique, *Courrier hebdomadaire / Centre de Recherche et d’Information Socio-Politiques*, 17 (2422), 46-62, <http://hdl.handle.net/2078.1/224285> (consulté le 30/11/2022).
- Fillieule O. (dir.)**, 2005. *Le désengagement militant*, Paris, Belin.
- Hamidi C.**, 2012. De quoi un cas est-il le cas ? Penser les cas limites, *Politix*, 100 (4), 85-98, <https://doi.org/10.3917/pox.100.0085>.
- Hayat S.**, 2018a. Les Gilets Jaunes, l’économie morale et le pouvoir, Blog personnel de l’auteur, 5 décembre 2018, <https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/> (consulté le 29/11/2022).
- Hayat S.**, 2018b. The Gilets Jaunes and the Democratic Question, *Viewpoint Magazine*, 13 février 2019, <https://www.viewpointmag.com/2019/02/13/the-gilets-jaunes-and-the-democratic-question/> (consulté le 29/11/2022).
- Hayat S.**, 2022. Unrepresentative Claims: Speaking for Oneself in a Social Movement, *American Political Science Review*, 116 (3), 1038-1050, <https://doi.org/10.1017/S0003055421001210>.
- Hayat S., Lyon-Caen J., Tarragoni F.**, 2018. La singularité, *Tracés*, 34, 7-21, <https://doi.org/10.4000/traces.7311>.
- Jatteau A.**, 2019. Les Gilets jaunes et les sciences sociales, *Lectures*, <https://doi.org/10.4000/lectures.33053>
- Klandermans B.**, 2004. Why Social Movements Come into Being and Why People Join Them, in J. R. Blau (ed.), *The Blackwell Companion to Sociology*, Malden, Blackwell Publishing, 268-281, <https://doi.org/10.1002/9780470693452.ch19>.
- Knops L., Petit G.**, 2022. Les Gilets jaunes de Belgique : entre rejet de représentation et désir de reconnaissance, in S. Bérout, A. Dufresne, C. Gobin, M. Zune, *Sur le terrain avec les Gilets*

jaunes. Approche interdisciplinaire du mouvement en France et en Belgique, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 173-188, <https://doi.org/10.4000/books.pul.48331>.

Le Bart C., 2020. *Petite sociologie des Gilets jaunes. La contestation en mode post-institutionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Mathieu L., 2010. Les ressorts sociaux de l'indignation militante, *Sociologie*, 1 (3), <http://sociologie.revues.org/587> (consulté le 30/11/2022).

Paugam S., 2019. Face au mépris social, la revanche des invisibles, in, « *Gilets jaunes* » : *hypothèses sur un mouvement*, Paris, La Découverte (AOC cahier 1), 37-42.

Passeron J.-C., Revel J. (dir.), 2005. *Penser par cas*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

Petit G., 2014. Participations ordinaires et extraordinaires. Des appropriations différenciées d'une offre institutionnelle de participation municipale, *Participations*, 10 (3), 85-120, <https://doi.org/10.3917/parti.010.0085>.

Pleyers G., Capitaine B., 2016. Introduction. La subjectivation au cœur des mouvements contemporains, in G. Pleyers, B. Capitaine (dir.), *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 7-24.

Ravelli Q., 2020a. Un chaos organisé. La grappe de ronds-points comme structure politique souple, *Condition humaine / Conditions politiques*, <http://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=141> (consulté le 29/11/2022).

Ravelli Q., 2020b. La ruée vers l'or jaune : difficultés de l'engagement scientifique dans un mouvement social, *Sociologie*, 11 (3), <https://journals.openedition.org/sociologie/7253> (consulté le 29/11/2022).

Siméant-Germanos J., 2001. Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises, *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 47-72, <https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0047>.

Siméant-Germanos J., 2010. La transnationalisation de l'action collective, in É. Agrikoliansky, I. Sommier, O. Fillieule (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 121-144, <https://doi.org/10.3917/dec.filli.2010.01.0121>.

Sommier I., 2010. Diffusion et circulation des mouvements sociaux, in É. Agrikoliansky, I. Sommier, O. Fillieule (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 101-120, <https://doi.org/10.3917/dec.filli.2010.01.0101>.

Annexes :

Tableau I – Caractéristiques des participants aux focus-groups

n°	Pseudo	H - F	Age	Situation d'emploi	Profession	Education	Famille	Revenu foyer	Gauche-droite	Manif avant GJ ?	Voiture ?
1	Jérémy	H	35 - 44	CDD	Artiste	Secondaire général	Couple sans enfants	2000	Très à Gauche	Oui	Oui
1	Thomas	H	55 - 64	CDI	Ouvrier	Secondaire professionnel	Couple sans enfants	1600	Au centre	Oui	Oui
1	Gauthier	H	35 - 44	CDD	Ingénieur du son	Universitaire court	Couple avec enfants	3500	Très à gauche	Oui	Non
1	Julien	H	55 - 64	CDI	Technicien	Secondaire technique	Famille monoparentale	1800	Très à Gauche	Oui	Oui
1	Ismaël	H	35 - 44	Au chômage	Directeur commercial	Secondaire général	Couple avec enfants	2200	Ni gauche, ni droite	Non	Non
1	Frank	H	55 - 64	En retraite	Ouvrier	Secondaire général	Couple avec enfants	4500	A gauche	Oui	Oui
1	Antoine	H	45 - 54	CDI	Employé secteur assurance	Secondaire général	Célibataire sans enfants	2100	Très à Gauche	Oui	Oui
2	Marie	F	65 - 74	En retraite	Au foyer	NC	NC	NC	Ni gauche, ni droite	Non	Oui
2	Serge	H	55 - 64	En incapacité de travail	Chauffeur livreur	Secondaire technique	Famille monoparentale	1200	A gauche	Non	Non
2	Isabelle	H	45 - 54	En incapacité de travail	Enseignante	Universitaire long	Famille monoparentale	2700	Très à gauche	Oui	Non
2	Julie	F	35 - 44	CDI	Serveuse	Secondaire technique	Couple avec enfants	3400	Ni gauche, ni droite	Oui	Oui
2	Pierre	H	35 - 44	Indépendant	Webdesigner	Secondaire général	Couple avec enfants	NC	Ni gauche, ni droite	Oui	Oui
2	Alex	H	55 - 64	En retraite	Ingénieur Informaticien	Universitaire long	Célibataire sans enfants	2600	Très à gauche	Non	Non
2	Cindy	F	25 - 34	En incapacité de travail	Toiletteuse	Secondaire technique	Célibataire sans enfants	950	Ni gauche, ni droite	Non	Non
3	Dan	H	25 - 34	Au chômage	Technicien automobile	Secondaire technique	Couple sans enfants	2700	Ni gauche, ni droite	Oui	Oui

n°	Pseudo	H - F	Age	Situation d'emploi	Profession	Education	Famille	Revenu foyer	Gauche-droite	Manif avant GJ ?	Voiture ?
3	Jo	H	65 - 74	Indépendant	Artiste	Primaire	Couple sans enfants	4000	Ni gauche, ni droite	Oui	Oui
3	Carole	F	35 - 44	CDI	Chargée de médiation de dette	Universitaire court	Couple avec enfants	3800	Très à gauche	Oui	Oui
3	Karl	H	55 - 64	En retraite	Employé	Universitaire court	Famille monoparentale	1300	Très à gauche	Oui	Non

Tableau II – Liste des entretiens

N°	Date	Lieu	Nom	Age	Statut dans ou hors l'emploi	Manif avant GJ	Liens entre
Entretien 1	22.04.19	Université	Cindy	25-34	Employée, en incapacité de travail	Non	Amis via GJ
			Seb	35-44	Indépendant	Non	
Entretien 2	03.12.12	Café	Stéphane	45-54	Ouvrier, délégué syndical.	Oui	-
Entretien 3	13.12.19	Domicile	Régis	45-54	Ouvrier, en incapacité de travail	Non	En couple
			Agnès	45-54	Employée, en recherche d'emploi	Non	

Tableau III – Relevé des observations

Obs N°	Date	Lieu	Type	Durée observation	Nb visibles
1	08.12.18	Arts-Loi, Bruxelles	Manif GJ	4h	300 à 500 sur un total de 1000 à 2000
2	13.12.18	ULB, Bruxelles	Réunion (étudiants ULB)	1h	15
3	22.12.18	Station essence, Anderlecht	Regroupement (action gilet jaune)	2h	10
4	19.01.19	Gare du Nord – Atomium, Bruxelles	Manif GJ	4h	100
5	17.03.19	ULB-VUB, Bruxelles	Conférence (Etienne Chouard, invité par des GJ)	3h	50-100
6	09.04.19	Centre social 1, St-Gilles	Réunion (anti-CETA, par des GJ)	3h	15
7	14.04.19	Place du jeu de balles, Bruxelles	Réunion (section GJ Bxl)	2h	1
8	21.04.19	Centre social 2, St-Gilles	Réunion (AG inter-régionale)	4h	25

9	16.06.19	Parc, Ixelles	Loisirs (pique-nique GJ)	4h	20
10	20.06.19	Commission européenne, Bruxelles	Regroupement	2h	50
11	07.07.19	Hôpital, Bruxelles	Regroupement	2h	40 (dont 15 GJ)
12	30.11.19	Place Luxembourg, Schuman	Regroupement, Manif	4h	150-200
13	11.09.21	Rond-Point Forest, Saint-Gilles	Regroupement	2h	30-40

Source : réalisation de l'auteur